

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 01/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)

Puech Hiver
12330 SALLES LA SOURCE

Références : n°12-CARMIN-2022-09

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2022 dans l'établissement CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest) implanté Puech Hiver 12330 SALLES LA SOURCE. L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest)
- Puech Hiver 12330 SALLES LA SOURCE
- Code AIOT dans GUN : 0006800186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière "Puech Hiver" est une carrière de calcaire autorisée par arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 pour une durée de 20 ans. Sa production maximale autorisée est de 300 000 tonnes par an. Elle dispose d'une installation de traitement. Elle a fait l'objet, en 2021, d'un arrêté préfectoral complémentaire autorisant l'approfondissement du carreau actuel sans modification du rythme et du volume autorisé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cotes d'extraction
- Gestion des eaux du site
- Stockage des carburants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bornage	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stockage carburants	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 4	/	Sans objet
Extraction	AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.1	/	Sans objet
Ravitaillement et stationnement des engins	AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.3	/	Sans objet
Protocole information pollution	AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4	/	Sans objet
Contrôle du carreau	AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4	/	Sans objet
Contrôle visuel	AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4	/	Sans objet
Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2	/	Sans objet
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2	/	Sans objet
Détection hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2	/	Sans objet
Rejet des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en exergue de non-conformités majeures. Certaines prescriptions inadaptées seront revues lors de la prochaine demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière prévue prochainement.

L'attention de l'exploitant est néanmoins attiré sur le bornage des différents périmètres (bornes non retrouvées lors de l'inspection terrain).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stockage carburants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Les stocks de carburant présents sur le site de la carrière, hormis le carburant présent dans les réservoirs des engins, se limiteront à la présence d'une cuve de GNR d'un volume de 1,5 m³. Cette cuve aérienne double enveloppe est équipée d'un système de détection de fuite. Elle est positionnée dans un local dont l'accès est contrôlé, situé sur une aire étanche, reliée à un débourbeur-séparateur hydrocarbures.
Constats : Le carburant destiné aux engins est stocké dans une cuve double paroi équipée d'un détecteur de fuite. Celle-ci est située dans un local fermée à clé positionné sur une dalle étanche béton. La dalle est elle-même reliée à un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Cotes
Prescription contrôlée : A compter du 1er juin 2021, l'extraction du gisement est compris entre les côtes 600m et 545m NGF avec la création d'un front supplémentaire de 15 mètres selon le plan joint en Annexe 1.
Constats : Au jour de l'inspection, l'approfondissement n'a pas encore commencé. Aussi il n'existe pas de front supplémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ravitaillement et stationnement des engins

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et le stationnement des engins à chenilles sont réalisés sur une aire étanche aménagée à proximité immédiate de la zone d'extraction. Cette aire étanche est constituée d'un géotextile spécifique ayant la propriété de laisser passer l'eau tout en retenant les hydrocarbures, ou de tout autre solution équivalente. Elle est dimensionnée pour permettre le stationnement de l'engin et du camion citerne lors du ravitaillement et pour supporter le poids et le passage des véhicules.
Constats : Le ravitaillement des engins à chenilles est réalisé sur une aire aménagée à proximité de la zone d'extraction. Celle-ci est constitué d'un géotextile recouverte de sable/graviers. L'inspection note toutefois une usure du géotextile dûe au passage des chenilles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protocole information pollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un protocole d'information du personnel afin de prévenir le risque de pollution (accidentelle, infiltration massive) des eaux et établit une consigne écrite spécifique sur la conduite à tenir en cas de pollution.
Constats : L'exploitant dispose d'un protocole d'information du personnel au risque de pollution. Celui-ci est affiché au poste d'accueil et dans les bureaux. L'exploitant propose que celui-ci soit également présent dans les engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle du carreau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un contrôle du carreau est effectué par le personnel de la carrière, notamment lors d'épisodes pluvieux et après chaque tir de mines) afin de détecter d'éventuels points d'absorption préférentielle des eaux (fractures, karst de petites dimensions, etc.). Un registre est tenu à jour.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre mentionnant les dates de contrôles du carreau, les raisons du contrôle (pluie ou tir de mines), la présence ou non d'eau sur le carreau, la présence ou non d'infiltration de l'eau ainsi que la présence ou non de fractures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle visuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/04/2021, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel de l'état de surface de la carrière est effectué par un expert hydrogéologue avant le 1er juillet 2021 puis annuellement, ou en cas de rencontre d'un vide karstique de dimension métrique engendrant des problématiques de stabilité sur la carrière.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas commencé l'approfondissement du carreau. Aussi il n'y a pas encore eu de contrôle visuel. Le premier contrôle visuel du carreau par un expert hydrogéologue est prévu en avril 2022. L'exploitant propose de compléter le contrôle annuel du carreau par l'expert hydrogéologue par le passage 2 à 3 fois par an de spéléologues locaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre autorisation
Prescription contrôlée : A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour vérifier le périmètre de l'autorisation en accord avec l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les périmètres des zones de Réserve Naturelle Régionale.
Constats : Lors de l'inspection, seules 2 bornes (nouvellement posées) délimitant une partie de l'arrêté biotope ont été retrouvées. Les bornes du périmètre d'autorisation présentes sur le plan d'exploitation n'ont pas été retrouvées sur le terrain.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux de surface transitant sur l'exploitation sont récupérées par gravité ou pompées dans un bassin de 950m3. En sortie de ce bassin, les eaux transitent via un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel.
Constats : Les eaux de surface sont récupérées dans un bassin d'un volume de 4000m3. Il n'y a pas de rejet de ces eaux dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires pour canaliser les eaux pluviales issues de la carrière à l'entrée du site pour en interdire l'écoulement sur la RD85.
Constats : Les eaux pluviales sont collectées via buse et fossés et ainsi ramenées au bassin (pas d'écoulement constatée sur la RD85 le jour de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une mesure et une détection des hydrocarbures au niveau du barrage de la « Grande Source » situé au delta de Salles la Source. Une convention de gestion de ce suivi est élaborée avec le gestionnaire de la centrale hydroélectrique. Un report d'alarme de présence d'hydrocarbures est également mise en œuvre vers le pétitionnaire.
Constats : Il n'existe pas de détection d'hydrocarbures au niveau du barrage de la "Grande Source". Cette prescription avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en 2012. L'exploitant avait alors fourni deux expertises hydrogéologiques déclarant non pertinente la mise en place de cette détection. L'arrêté préfectoral de mise en demeure avait alors été abrogée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejet des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2003, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 La température est inférieure à 30°C Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/L La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125mg/L Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10mg/L
Constats : Les eaux collectées de la carrière transitent en circuit fermé. Il n'existe pas de rejets d'eaux dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet